

déceptif du langage de l'enchanteur, éloigné d'un véritable pouvoir, qui est souligné. L. Fuertes-Regnault analyse les images du pouvoir dans la *Suite Vulgate*, à partir du symbolisme du lion, du léopard, du dragon et de la croix vermeille. Une contribution de C. Papahagi intitulée *Nommer la langue française au Moyen Âge. Un enjeu politique* sonde de manière très approfondie les dénominations de la langue (*lingua romana, gallica, francois*, etc.) à l'aune du rapport au pouvoir et retrace l'histoire des différents termes. On trouve également dans cette partie un article sur le langage du pouvoir du roi Marc (B. Grigoriu). Dans la deuxième part., *Langage du pouvoir et mécanismes allégoriques fictionnels*, on peut mentionner en particulier le travail d'A. Ilina qui interroge le rapport au pouvoir du langage héraldique dans quelques manuscrits des XIV^e-XV^e siècles du *Roman de Tristan* et l'étude de linguistique pragmatique de L. Dumitrescu sur *Pouvoir et mélancolie dans le Roman de Fauvel*. On trouve également des articles sur *La Pénitence d'Adam* (C. Constantin), Chrétien de Troyes (D. Gradu) et *Sir Gawain and the Green Knight* (A. Popescu). Dans la troisième part., *Culture, spiritualité et rhétorique du pouvoir*, deux articles historiques (M. Billoré et S. Olivier) nous éclairent très utilement, l'un sur la rhétorique du pouvoir dans le monde Plantagenêt, l'autre sur l'usage de l'image dans le discours du pouvoir autour de manuscrits commandés par Jeanne de Bourgogne. Trois autres contributions ont une dimension plus littéraire, qu'il s'agisse du *Roman de Carité* (C. Girbea), de la *Sotie des sotz escornez* (V.R. Nicoud) ou encore de textes bulgares anciens (G. Grigorov). La dernière part., *Réseaux diplomatiques et miroirs aux princes* propose une réflexion historique sur Metz comme ville de double culture linguistique (A. Marineau-Pelletier), et sur la correspondance de la Valachie et de la Moldavie avec la Transylvanie aux XIV^e-XV^e siècles (O. Cristea).

Il serait bon que la maison d'édition se dote de relecteurs lorsqu'il s'agit de parutions internationales, le volume présentant par endroits des fautes ou des erreurs typographiques qui gênent un peu la lecture. L'interdisciplinarité de ce volume est très bienvenue, mais il se révèle quelque peu disparate quant aux perspectives, lieux et époques abordés, et quant à la qualité des articles : on regrettera notamment que quelques-uns soient peu attentifs à la bibliographie critique existante. Certaines contributions recèlent toutefois un véritable intérêt ; aussi le médiéviste pourra-t-il puiser dans cet ouvrage des idées tout à fait stimulantes.

Florence TANNIOU

Studium Florentinum. L'istruzione superiore a Firenze fra XIV e XVI secolo, éd. Lorenzo FABBRI, Rome, Edizioni di Storia e Letteratura, 2021 ; 1 vol., XXVI-286 p. (*Libri, carte, immagini*, 16). ISBN : 978-8-89359-598-8. Prix : € 38,00.

Le volume, qui reprend certaines communications de la journée d'étude intitulée *Lo Studium Florentinum, sec. XIV-XV* (Florence, 22 avril 2016), analyse, sur une période de trois siècles, la genèse du *Studium generale* de Florence et l'alternance des phases de son fonctionnement jusqu'au début du XVI^e siècle. Les caractéristiques particulières de l'université de Florence se retrouvent dans le tissu culturel et scolaire des dernières décennies du XIII^e siècle, précédant immédiatement la fondation du *Studium*. À cette époque, comme l'illustrent E. Faini

et S. Diacciati (p. 1–29), d'importants maîtres travaillaient à Florence, parmi lesquels Brunetto Latini et Bono Giamboni, particulièrement intéressés par la traduction des *auctores* en langue vernaculaire, une opération qui n'est pas sans lien avec des réflexions sur la formation du citoyen et, plus généralement, avec des intentions politiques. Les orientations culturelles de la Florence du XIII^e siècle s'étendaient également à la médecine et à la philosophie naturelle, comme le montre la figure de Taddeo Alderotti. Les formations peu connues de celui-ci ont certainement été en partie effectuées à Florence, peut-être en suivant les cours de logique et de philosophie naturelle dispensés dans les écoles conventuelles des ordres mendiants, qui étaient également ouvertes à la fréquentation des laïcs. La ville de Florence avait une solide tradition d'écoles publiques de grammaire, de rhétorique, d'arithmétique et d'autres *artes liberales*, enseignements fortement contrôlés par le gouvernement de la ville, qui reconnaissait l'*utilitas* et le prestige que ces enseignements apportaient à la *civitas*. Ce système scolaire présentait des caractéristiques très différentes de celles du *Studium generale*, ce qui explique en partie les débuts difficiles et l'existence troublée du *Studium Florentinum* : l'origine de celui-ci remonte à 1321, lorsque le Conseil municipal de Florence en approuva l'institution. Cet acte fut suivi d'une série d'interruptions et de véritables « refondations », comme celles de 1348 et de 1385. En 1472, au terme d'un long processus de réorganisation, l'enseignement des disciplines les plus importantes (droit et médecine) fut déplacé à Pise, tandis que les chaires des *artes liberales* – en particulier celles de grammaire latine et grecque, de poésie et d'art oratoire – furent maintenues à Florence. Avec la scission du siège du *Studium*, le contrôle administratif et financier resta fermement entre les mains de Florence, dont les citoyens étaient les seuls à pouvoir rejoindre la magistrature des officiers du *Studium*.

Les motivations qui ont conduit la municipalité de Florence à créer le *Studium* sont étudiées en profondeur, à travers l'analyse des sources institutionnelles et réglementaires, par E. Spagnesi (p. 45–82) ; celui-ci souligne la volonté de la ville de garantir à ses étudiants un *studium sub oculis parentum* et, en même temps, d'organiser un système scolaire fonctionnel pour la formation d'hommes utiles au gouvernement et à l'administration de la ville. Le développement du *Studium* a été favorisé par des privilèges ultérieurs accordés par le pape Clément VI, en 1349, et par l'empereur Charles IV, en 1364. Les événements politiques complexes qui ont secoué l'Italie dans les dernières années du XV^e siècle, sans parler de leurs effets sur la République de Florence et sur son université, sont abordés par L. Fabbri (p. 213–255). L'expulsion de Piero de Médicis hors de Florence, suivie du passage des troupes du roi de France Charles VIII de Valois en 1494, ainsi que la rébellion de la ville de Pise contre la domination florentine ont provoqué une série de transferts du *Studium*, qui s'est achevée en 1497 avec le retour de l'université à Florence. Les transformations politiques dramatiques de 1494 n'ont cependant pas eu d'effet profond sur le corps enseignant et les activités d'enseignement. En effet, à Florence, l'enseignement des humanités et de la grammaire a continué à fonctionner même dans les années difficiles du début du XVI^e siècle. Dans cette phase, la participation du clergé issu de la juridiction de Florence, soumis à une fiscalité *ad hoc*, a été décisive pour financer les salaires des professeurs universitaires.

Dans le cadre de cette analyse de l'organisation institutionnelle du *Studium*, les autres essais abordent différents thèmes culturels et éducatifs. La bulle de Clément VI de 1349 ordonne à Florence, pour la première fois en Italie, l'activation de la Faculté de Théologie ; F. Santi (p. 31–44) relie cette initiative au désir de la papauté d'Avignon de promouvoir la diffusion de l'enseignement théologique dans de nouveaux centres, afin de contraster l'occamisme dominant des universités d'Europe du Nord (Paris et Oxford) – aussi par le prisme de l'enseignement des doctrines thomistes. L'implication des maîtres des ordres mendiants, en particulier des frères prêcheurs, dans la Faculté de Théologie florentine est étudiée par G. Aranci (p. 147–161) qui mentionne opportunément, parmi les écoles théologiques de la ville, l'école de la cathédrale et celle du chapitre de San Lorenzo.

L'importante présence d'écoles municipales de grammaire à Florence est illustrée par R. Black (p. 177–195), qui souligne le lien profond entre ces écoles et le *Studium*. Cette relation s'est consolidée au xv^e siècle, lorsque les professeurs de grammaire ont commencé à être inscrits sur les listes des professeurs du *Studium*, comme c'était également le cas dans les universités de Bologne, de Pérouse et de Sienne. L'enseignement de la grammaire, qui constituait le *curriculum* indispensable pour entamer des études universitaires, était géré par les autorités municipales dans le cadre du système didactique du *Studium* ; les professeurs, choisis par les responsables du *Studium*, enseignaient en partie dans les écoles publiques (*in civitate*) et en partie dans les locaux de l'université (*in studio*). L'analyse que fait Black des programmes didactiques suivis par les maîtres florentins montre que l'enseignement de la grammaire du second degré – qui subsiste à Florence même lorsque le *Studium* est transféré à Pise en 1473 – reste conforme à l'approche traditionnelle des manuels médiévaux. En substance, les positions des humanistes n'apportent donc aucune innovation en la matière, à l'exception de quelques poussées novatrices au milieu du xv^e siècle : par exemple, Black identifie le recours fréquent du maître Sozomeno da Pistoia aux auteurs classiques pour illustrer les différents usages grammaticaux. Comme il ressort de l'essai de C. Bianca (p. 163–176), ce sont surtout les textes utilisés dans les écoles supérieures de grammaire et de rhétorique qui ont été imprimés dans les premières imprimeries en activité à Florence. En revanche, aucune forte production destinée aux écoles universitaires ne s'est développée.

L'importance que la culture florentine accordait aux *humanae litterae*, considérées comme des disciplines utiles à la formation d'hommes capables d'agir sur la base de principes éthiques solides dans la vie active, apparaît de façon évidente dans la tentative de Giovanni Boccace de faire venir Francesco Pétrarque à Florence. En effet, en 1351 ce dernier s'était vu offrir un nouvel enseignement, celui de la poésie, comme le rappelle C.M. Monti dans son introduction (p. XI–XXV). L'humanisme était initialement tenu à distance de l'université par les méthodes de recherche et d'enseignement, orientées vers la scolastique ; son lent rapprochement est ici abordé de façon valable : l'analyse à long terme adoptée dans ce volume nous permet de saisir l'interaction graduelle entre les deux sphères. Un signe important de la réception humaniste a été le début de l'enseignement du grec au *Studium*, reconstitué en détail dans le long essai de D. Baldi Bellini (p. 83–146). À l'enseignement médiocre de Leonzio Pilato, commencé en

1360, succède celui, bien plus important, d'Emanuele Crisolora, appelé en 1397 par le chancelier Coluccio Salutati. Au xv^e siècle, Florence devient ainsi un centre vivant de traductions du grec et d'exportation de la connaissance de cette langue dans toute l'Europe occidentale. Avec Angelo Poliziano, la connaissance du grec et l'application d'une méthode philologique et historique rigoureuse dans l'étude critique du texte commencent à être appliquées, non seulement à la sphère littéraire, mais aussi aux sources des différentes sciences, y compris celles du droit.

L'essai de L. Böniger (p. 197–211) est consacré à l'histoire sociale de la population étudiante et aborde les politiques mises en œuvre par le *Studium* dans la première moitié du xv^e siècle pour limiter les *peregrinationes academicae des scholares* hors de la juridiction florentine. Pour analyser ce phénomène, Böniger se concentre sur les amendes émises à l'encontre des professeurs et des étudiants qui ne retournaient pas à Florence. Ces initiatives de « protectionnisme scolaire » n'ont eu que des effets partiels, mais elles représentent, du point de vue du pouvoir public, un indicateur important de la transition qu'opère le *Studium generale* depuis une réalité citadine vers un véritable *Studium* « étatique ».

L'histoire institutionnelle, sociale et culturelle du *Studium Florentinum* sort amplement enrichie et renouvelée de cet important recueil d'essais, qui met en lumière les solutions adoptées pour façonner et adapter le contexte culturel de la ville, riche en centres d'enseignement de haut niveau, aux différents horizons idéaux du *Studium*. Pour compléter le riche tableau illustré, il aurait été utile de disposer d'une étude approfondie consacrée à l'enseignement du droit à Florence par des docteurs de premier plan tels que Baldo degli Ubaldi et Riccardo da Saliceto dans les décennies centrales du xiv^e siècle. Le volume se termine par un index des noms (p. 257–283), dont l'ampleur rend compte de la quantité de données offertes, ce qui permettra d'approfondir l'analyse prosopographique autour de nombreuses figures illustrées ici.

Paolo ROSSO

(trad. Aude SARTENAR)

Medieval Art at the Intersection of Visuality and Material Culture. Studies in the « Semantics of Vision », éd. Raphaële PREISINGER, Turnhout, Brepols, 2021 ; 1 vol., 247 p. (*Disputatio*, 32). ISBN : 978-2-503-58153-8. Prix : € 80,00.

Réunissant les travaux d'historiens de l'art médiéval, le volume combine une réflexion sur la visuel à une approche matérielle de l'art. Après un *material turn* dans le dernier tiers du xx^e siècle, il revendique la nécessité de prendre en compte la place cruciale de la visuel dans la culture médiévale, tant dans le registre de l'optique que dans celui de la perception visuelle et plus largement multisensorielle. Il vise donc à fournir une histoire de la vue et du regard au-delà d'une approche oculocentrique, en particulier à partir du xiii^e siècle, durant lequel les processus de visualisation se développent abondamment.

Le volume se compose d'une introduction, de sept articles pourvus d'une bibliographie, et d'un index. L'ordre des articles respecte une progression conceptuelle qui n'est pas explicitée dans le sommaire, mais qui est précisée en introduction.